



Danger
Notre souveraineté
alimentaire menacée



Chantier
Notre souveraineté
numérique à bâtir

Le magazine de la Délégation française du Groupe *Identité et Démocratie*

VUE D'EUROPE

4^e TRIMESTRE 2022 | **HORS-SÉRIE N°3**



Europe,
Ukraine,
islamisme,
inflation...

La grande
interview

Marine Le Pen



IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE



RESTEZ INFORMÉS DES ACTIONS MENÉES PAR
LES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL
AU PARLEMENT EUROPÉEN

IDECRYPT.EU



JE M'INFORME | JE SIGNE | J'AGIS

Le naufrage migratoire de l'Europe

Jean-Paul Garraud. *Président de la Délégation française du Groupe ID au Parlement européen*

L'année 2022 qui s'achève a été marquée par une crise migratoire sans précédent et qui va en s'accroissant. Depuis plusieurs mois Frontex tire la sonnette d'alarme, en vain.

La situation est en effet inquiétante : le nombre d'entrées illégales dans l'Union européenne a augmenté de 73 % entre janvier et novembre 2022 par rapport à l'année précédente, atteignant le niveau le plus élevé depuis 2016. Malgré ces données qui devraient les alerter, les institutions européennes et certains États membres ignorent la situation, voire contribuent à l'aggraver.

En France, Gérald Darmanin mène une véritable offensive en faveur de l'immigration. Ainsi, il souhaite régulariser des sans-papiers au motif d'une pénurie de travailleurs alors que nous avons 3 millions de demandeurs d'emploi sur notre sol. Étant incapable d'expulser les étrangers en situation illégale, il choisit la solution de facilité en proposant de régulariser ceux destinés aux « métiers en tension », selon l'expression du ministre...

La même logique s'est imposée dans le scandale de l'accueil des 234 migrants de l'*Ocean Viking*. Face à la complexité des procédures, faute de magistrats disponibles, de traducteurs ou en raison de vices de

forme, 123 clandestins, qui se sont vus refuser l'accès au territoire français, peuvent finalement y rester, au moins provisoirement. Pendant ce temps-là, 26 indivi-

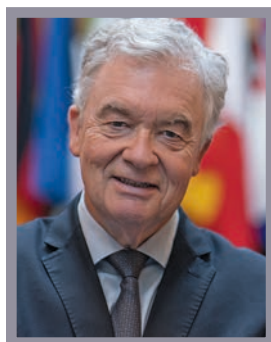
us se disant mineurs isolés ont disparu dans la nature et 66 migrants ont reçu un avis favorable à une admission sur le territoire. Le signal envoyé au monde entier est grave : il crée un appel d'air que suivront les passeurs et les migrants tentés par la venue en Europe, désormais certains d'y être accueillis d'une façon ou d'une autre.

Alors que la priorité devrait être de sécuriser au moins les frontières extérieures, la Commission européenne a appelé les pays de l'UE à accepter l'intégration complète de la Bulgarie, de la

Croatie et de la Roumanie dans l'espace Schengen, dès le 1^{er} janvier 2023.

Cet élargissement serait une très mauvaise nouvelle pour la sécurité des Français et des Européens en général. En effet, les frontières de ces pays, notamment celles de la Croatie avec la Bosnie-Herzégovine, sont poreuses à l'immigration clandestine et au trafic de drogue. En 2022, plus de 130 000 franchissements illégaux par le corridor des Balkans occidentaux ont été recensés par Frontex, tandis que le cartel des Balkans est à l'origine de 50 % des arrivages de cocaïne en Europe.

Il est donc urgent de revenir sur toutes ces mesures qui favorisent l'insécurité, déstabilisent la vie économique de nos pays, et mettent à mal nos identités. Le Rassemblement National et ses alliés du Groupe Identité et Démocratie continueront d'alerter, de proposer et d'agir pour préserver notre civilisation et les peuples européens. ●



D. R.

*Préserver notre civilisation
et les peuples européens*



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**

DÉLÉGATION RASSEMBLEMENT NATIONAL DU PARLEMENT EUROPÉEN

COLLOQUES DU GROUPE ID



« L'Union européenne, qui, sous couvert d'idées généreuses et de droits de l'homme, se dirige tout droit vers une construction anti-démocratique et même autoritaire »

Jean-Paul GARRAUD

Président de la Délégation française du RN au Parlement européen
Paris, le 9 octobre 2022 lors du colloque sur les empires et les nations

**Vous souhaitez
participer
au prochain colloque ?**

DITES-LE NOUS !



L'état d'urgence énergétique doit être déclaré

Jordan Bardella. *Vice-président du Groupe ID au Parlement européen*

Voilà les peuples d'Europe au pied du mur. L'état d'urgence énergétique doit aujourd'hui être déclaré. La guerre en Ukraine n'y est pas étrangère, mais ce sont d'abord et avant tout les errements successifs des dirigeants européens que nous payons aujourd'hui.

Les eurocrates voulaient sortir de notre dépendance aux énergies fossiles, ils nous ont mis entre les mains de la Russie, des États-Unis et des pétromonarchies du Golfe. Ils prétendaient décarboner notre économie, nous rouvrons des centrales à charbon en raison d'une guerre absurde et irrationnelle menée contre le nucléaire. Ils voulaient l'effondrement de l'économie russe, ils ont offert à la Russie une manne financière inespérée en démultipliant ses revenus d'hydrocarbures. Ils prétendaient défendre l'écologie, ils importent désormais du gaz de schiste américain à grand renfort de méthaniers. Par leurs incohérences, par leurs revirements insensés, par leurs renoncements à la souveraineté, ils plongent nos peuples et

nos entreprises dans la détresse en les confrontant à des urgences que l'on croyait d'un autre temps.

Le risque de conduire l'Europe vers la désertification industrielle, avec des délocalisations vers des zones où l'énergie est moins coûteuse, est réel dans les prochains mois. Il faut agir maintenant, car, lorsque les usines auront fermé leurs portes, il sera trop tard.

Malgré des promesses de réformes jamais tenues, Emmanuel Macron laisse la France embourbée dans les règles absurdes du marché européen de l'électricité. Ces règles européennes, qui conduisent à indexer les prix de l'électricité sur celui du gaz, nous ont mis à la merci de l'explosion spéculative des cours à la suite de la guerre en Ukraine.

Nous pouvons affirmer que, sans ce marché européen, nous aurions été en partie protégés des grands mouvements géopolitiques du monde. Il est donc urgent d'en sortir, ou, à défaut, d'y instaurer des dérogations sur le modèle de celles obtenues par le Portugal et par l'Espagne, qui disposent ainsi de prix de l'électricité en moyenne trois fois inférieurs aux nôtres. Sur la durée, le levier fiscal doit être utilisé par la baisse de la TVA sur l'énergie, comme l'ont fait l'Allemagne ou la Pologne. Hélas, le président Macron s'y refuse obstinément.

La baisse de la TVA sur l'énergie, le retour à une saine maîtrise des prix par la sortie du marché européen de l'électricité, la taxation des superprofits comme le soutien indéfectible à la filière nucléaire sont autant de mesures indispensables pour empêcher que nous revenions à l'âge de pierre économique. ●



GRUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE 2019

*Il faut agir maintenant,
car, lorsque les usines
auront fermé leurs portes,
il sera trop tard*

VOS DÉPUTÉS

 <p>MATHILDE ANDROUËT</p> <p>✉ mathilde.androuet@europarl.europa.eu 🐦 @MAndrouet 📘 @MathildeAndrouet</p>	 <p>JORDAN BARDELLA</p> <p>✉ jordan.bardella@europarl.europa.eu 🐦 @J_Bardella 📘 @JordanBardella</p>	 <p>AURÉLIA BEIGNEUX</p> <p>✉ aurelia.beigneux@europarl.europa.eu 🐦 @AureliaBeigneux 📘 @abeigneux</p>
 <p>DOMINIQUE BILDE</p> <p>✉ dominique.bilde@europarl.europa.eu 🐦 @DominiqueBilde 📘 @dominiquebilde</p>	 <p>ANNIKA BRUNA</p> <p>✉ annika.bruna@europarl.europa.eu 🐦 @annikabrunaUE 📘 @annikabrunaUE</p>	 <p>PATRICIA CHAGNON</p> <p>✉ patricia.chagnon@europarl.europa.eu 🐦 @ChagnonPatricia 📘 @ChagnonPatricia</p>
 <p>MARIE DAUCHY</p> <p>✉ marie.dauchy@europarl.europa.eu 🐦 @M_Dauchy 📘 @DauchyMarie</p>	 <p>JEAN-PAUL GARRAUD</p> <p>✉ jean-paul.garraud@europarl.europa.eu 🐦 @JPGarraud 📘 @jpgarraud</p>	 <p>CATHERINE GRISET</p> <p>✉ catherine.griset@europarl.europa.eu 🐦 @GrisetCatherine 📘 @CatherineGriset.RN</p>
 <p>JEAN-FRANÇOIS JALKH</p> <p>✉ jean-francois.jalkh@europarl.europa.eu 🐦 @JFJalkh 📘 @jfjalkh</p>	 <p>FRANCE JAMET</p> <p>✉ france.jamet@europarl.europa.eu 🐦 @FranceJamet 📘 @JametFrance</p>	 <p>VIRGINIE JORON</p> <p>✉ virginie.joron@europarl.europa.eu 🐦 @v_joron 📘 @virginiejoronrn</p>
 <p>JEAN-LIN LACAPELLE</p> <p>✉ jean-lin.lacapelle@europarl.europa.eu 🐦 @JLlacapelle 📘 @jeanlin.lacapelle</p>	 <p>GILLES LEBRETON</p> <p>✉ gilles.lebreton@europarl.europa.eu 🐦 @Gilles_Lebreton 📘 @gilleslebreton.fn</p>	 <p>THIERRY MARIANI</p> <p>✉ thierry.mariani@europarl.europa.eu 🐦 @ThierryMARIANI 📘 @ThierryMariani</p>
 <p>ÉRIC MINARDI</p> <p>✉ eric.minardi@europarl.europa.eu 🐦 @Minardi74273460 📘 @Eric-Minardi</p>	 <p>PHILIPPE OLIVIER</p> <p>✉ philippe.olivier@europarl.europa.eu 🐦 @PhOlivierRN 📘 @PhilippeOlivierRN</p>	 <p>ANDRÉ ROUGÉ</p> <p>✉ andre.rouge@europarl.europa.eu 🐦 @AndreRougeOff</p>



ÉDITOS

- Jean-Paul Garraud :**
Le naufrage migratoire de l'Europe 3
- Jordan Bardella :** *L'état d'urgence
énergétique doit être déclaré* 5

DÉPUTÉS EN POINTE

- Voiler ou ne pas voiler,
ou de l'hypocrisie de la Commission* 8
- Réintégrons les soignants non-vaccinés!* 9
- Hongrie : toujours sanctionnée par l'UE* 9
- Prisons : et si on expulsait
enfin les étrangers?* 10



À LA UNE

Entretien avec Marine Le Pen :
« Le débat européen,
deux conceptions du monde
et de l'homme qui s'affrontent » 12



ACTU

- Comment remédier à la crise
énergétique dans l'UE ?* 20
- Une introuvable souveraineté
technologique et numérique?* 24
- Combat des Iraniennes :
quand l'Union détourne le regard* 28
- Le scandale du QatarGate en images* 30
- Comment l'UE a-t-elle perdu
sa souveraineté alimentaire ?* 32

TRIBUNES

- Thierry Mariani :** *Le plan von der Leyen,
la ruine des Nations* 34
- Patricia Chagnon :**
*Élections en Bosnie-Herzégovine :
des dysfonctionnements graves* 35

ENTRE NOUS

- Mon questionnaire de Proust
par **Éric Minardi*** 36
- Mon questionnaire de Proust
par **Marie Dauchy*** 37

LU POUR VOUS

Édité par la Délégation française
du Groupe Identité & Démocratie
au Parlement européen.

Directeur de la publication : Laurent Husser
Imprimeur : Agence Unanime

Photo de couverture : D. R. /
Lightfield Studios - stock.adobe.com /
Thitichaya - stock.adobe.com

Zoom

Menace sur nos savoir-faire

La Commission européenne veut que la France ouvre ses barrages hydroélectriques à la concurrence car EDF serait en position dominante.

Vieux marronnier de la Commission, cette ouverture ne serait pourtant pas anodine comme nous l'explique Dominique Bilde. « Encore une fois l'UE menace un savoir-faire français, ce sont désormais nos barrages qui se trouvent dans le collimateur de la Commission. L'hydraulique au service du nucléaire, ce mix énergétique caractéristique de la France et qui représente surtout notre souveraineté ».

Emplois, richesses, agriculture sont autant de conséquences positives des barrages hydrauliques pour notre territoire. Une ouverture à la concurrence étrangère représenterait par ailleurs un danger dans ce secteur hautement stratégique.



Voiler ou ne pas voiler, ou de l'hypocrisie de la Commission

Le voile islamique n'est pas que l'expression d'une religion, c'est avant tout un symbole de conquête, de jihad. C'est aussi un signe de soumission de la femme que le Groupe ID combat absolument comme l'exprime **Catherine Gri-set** : « La promotion de l'hijab par les institutions européennes continue. Nous ne cesserons jamais de dénoncer ceux qui soutiennent le voile en Europe et font mine de le combattre ailleurs. » Il est inadmissible que pendant que des femmes se font tuer pour retirer ce bout de tissu, la Commission en encourage le port. Le combat, outre politique, doit être culturel, l'Europe doit cesser la repentance, avoir une politique d'accueil ferme passant par l'assimilation de nos langues et de nos histoires, et rendre aux citoyens la fierté de leurs racines. ●



PHOTOS : D. R.

Vienne et la Mitteleuropa

Avec Virginie Joron, Aurélia Beigneux, et Thierry Mariani, **Jean-François Jalkh** était à Vienne pour une session de travail organisée entre le RN et le FPÖ. « L'Autriche a été une très grande puissance européenne jusqu'au démantèlement

de l'Empire austro-hongrois. Aujourd'hui elle a encore un rôle à jouer. Récemment un débat a agité la scène politique autrichienne sur



la neutralité qui est inscrite dans sa Constitution. Sous prétexte de crise ukrainienne, certains ont voulu poser de nouveau la question de la neutralité. Beaucoup d'Autrichiens y sont très opposés. Les négociations sur le nucléaire iranien qui ont eu lieu à Vienne ont illustré le rôle que l'Autriche est en mesure de jouer sur la scène internationale. »



Réintégrons les soignants non-vaccinés !

Selon Virginie Joron, lors d'une émission spéciale "soignants suspendus" au Parlement, les grandes valeurs fondamentales sont brandies comme des amulettes, suffisantes à elles seules à repousser les mauvaises influences ou... la liberté de réfléchir. Sous prétexte de défendre la liberté, la démocratie, l'égalité des genres, l'Europe laisse mourir des soignants. La bataille doit être juridique mais aussi médiatique. « *Aujourd'hui il y a une chasse à l'homme contre ceux identifiés par la bien-pensance comme étant dans le camp du mal. Professeurs et personnels soignants sont écrasés jusqu'au bout car ils doivent servir d'exemple pour l'autre partie de la société qui ne veut pas la 4^e dose. C'est injuste et malsain* ». ●

Le combat

Protection de nos produits artisanaux

Lors d'une intervention à la commission agriculture où il siège, Gilles Lebreton se dit favorable à la création d'indications géographiques protégées pour nos produits artisanaux! Il précise que « Les indications géographiques ont été un succès en matière agricole donc on ne doute pas qu'elles rendront un grand service



pour protéger notre savoir-faire artisanal, protéger les identités locales, les patrimoines culturels de nos régions avec à la clé l'espoir de créer dans l'Union européenne 300 000 emplois supplémentaires. » Par son soutien à cette proposition, Gilles Lebreton témoigne une fois de plus son attachement au respect des intérêts français.

L'UE veut vous voir abandonner vos voitures

L'automobiliste est la vache à lait du macronisme et de l'UE. Pire, cette dernière veut désormais interdire les voitures à moteur thermique en 2035, pour les remplacer par des voitures électriques coûteuses et peu



PHOTOS : D. R.

efficaces. **Jean-Lin Lacapelle** s'est insurgé contre cette décision typique de l'écologie punitive : « *ceux qui circulent déjà sont soumis à des décisions toujours plus vexatoires : vignettes écologiques, circulation réglementée ou interdite en ville, toujours plus de radars, stationnement exorbitant, tarifs autoroutiers qui flambent, prix de l'essence qui explose.* »



À la loupe

Iran : des chrétiens menacés

Un couple d'iraniens et leurs deux enfants risquant la peine de mort dans leur pays après leur conversion au christianisme, voient, pour la quatrième fois, leur demande d'asile rejetée. Aurélia Beigneux s'en indigne. « La seule fois où le droit d'asile est parfaitement applicable, la France le refuse ! L'État



envoie délibérément à sa perte cette famille d'Iraniens chrétiens mais accueille les pires fondamentalistes par milliers. Honteux ! » Rappelons qu'en France en 2021 l'OFPRA et la CNDA ont octroyé leur protection à 54 094 personnes.



PHOTOS : D. R.

Hongrie : toujours sanctionnée par l'UE

Lors de la plénière de novembre, **France Jamet** s'exprimait en ces mots concernant la suspension des fonds pour le plan de relance hongrois. « Nous débattons aujourd'hui de l'état d'avancement des négociations entre la Commission et le gouvernement hongrois pour savoir s'il remplit les conditions pour bénéficier du plan de relance dont tous les États ont déjà bénéficié. C'est-à-dire savoir si, selon Bruxelles, il y a bien un État de droit en Hongrie, ce que la Commission semble lui dénier. S'agit-il vraiment de parler de corruption ? Il s'agit de sanctionner un pays qui ne fait pas ce que la Commission lui demande de faire quand elle le lui demande. Parce que la Hongrie défend prioritairement son peuple, parce que la Hongrie défend sa souveraineté nationale, et parce que la souveraineté nationale est un principe fondamental au cœur de nos identités et de nos démocraties. Contester ce droit serait un acte violent et anti démocratique » ●

Transport des animaux vivants : des questions d'éthique

“**D**es bovins français transportés dans des parcs d'engraissement en Espagne pour ensuite être envoyés hors UE. Frappés et mutilés, les survivants finissent dans des pays où le bien-être animal



est inexistant ! Développons le transport de viande et de carcasses en lieu et place d'animaux vivants » C'est en ces termes qu'**Annika Bruna** dénonce l'abominable pratique d'engraissement dans un pays qui ne possède aucune législation de protection animale. Ces bêtes meurent dans ces centres ou sont embarqués sur des navires vétustes.



PHOTOS : D. R.

Prisons : et si on expulsait enfin les étrangers ?

Mathilde Androuët a une solution à la surpopulation carcérale. Récemment, la presse relatait que les établissements pénitentiaires français comptaient au 1^{er} novembre 72 809 détenus pour 60 698 places opérationnelles. « En expulsant TOUS les étrangers des prisons françaises, on gagnerait

déjà plus de 20 % de places... ». Cette situation démontre tout l'échec de la politique carcérale française, mais aussi interroge sur la justice, les expulsions de notre territoire et bien sûr, l'immigration extra-européenne, pourvoyeuse massive de délinquance. Mais sans doute qu'Éric Dupond-Moretti est occupé à se faire applaudir lors de ses visites dans les prisons... ●

Mayotte et la violence hors de contrôle

Pour André Rougé, Mayotte est « au bord de la guerre civile. Elle est confrontée à un chaos criminel et migratoire inédit dans un



silence médiatique absolu. Réforme du droit du sol, arrêt des aides sociales

aux étrangers et SURTOUT rompre avec cette complaisance à l'égard des Comores. ». À la fois région insulaire française et département de France d'outre-mer, elle est intégrée à la République française depuis 1848 et ne doit pas être abandonnée.

Zoom

Impérialisme et centralisme de l'Union

Lors d'une émission sur LCP, Philippe Olivier s'exprimait sur l'impérialisme de l'UE : un hymne, un drapeau, des ressources et des emprunts communs... La machine s'emballer et éloigner toujours davantage le pouvoir des citoyens. L'Union est « pour un État unitaire centralisé. L'UE s'est dotée d'un drapeau, d'un hymne, d'un parlement, d'un gouvernement... Il manque la politique étrangère et on piquera à la France son siège au conseil de sécurité de l'ONU, il manque la défense et on piquera à la France son arme nucléaire. Récemment nous avons fait une dette propre à l'UE et maintenant nous voulons des ressources propres, c'est-à-dire que vous voulez ressembler à un État. » Un État qui va éloigner le pouvoir du citoyen, amenant l'écrasement des nations.





D. R.

« Le débat européen, deux conceptions du monde et de l'homme qui s'affrontent »

Entretien avec Marine Le Pen. La présidente du groupe Rassemblement National à l'Assemblée nous offre en exclusivité sa vision de l'Europe, basée sur la liberté, la diversité des peuples et des nations qui la composent et analyse sévèrement les dérives technocratiques de l'Union européenne actuelle.

◀ *La vision de la politique européenne de Marine Le Pen est claire et solide et repose sur les valeurs authentiques de l'Europe plurimillénaire, à l'opposé du nouvel empire porté par von der Leyen et Macron, marchand et technocratique.*

► **Quelle est votre analyse de l'Union européenne d'aujourd'hui et des défis majeurs auxquels elle doit faire face ?**

L'Union européenne qui était à l'origine une organisation internationale, c'est-à-dire une entente entre des nations, a dérivé vers une conception fédéraliste. Au fil des harmonisations arrachées pas toujours de manière loyale et des normalisations imposées, elle se dirige désormais vers un État unitaire centralisé. En prenant un peu de hauteur, on se rend compte que l'UE s'envisage maintenant comme un empire, c'est-à-dire une superstructure qui domine les États pour en faire des vassaux et réduire les citoyens au statut de sujets. Qui dit empire, dit « impérialisme ».

► **Qu'entendez-vous par impérialisme de l'Union européenne ?**

L'histoire du monde est une lutte incessante entre les peuples et les empires, des peuples ou des nations qui luttent contre les volontés de domination des empires. Les guerres, comme la guerre de 14-18 ou celle de 39-45 par exemple, sont généralement le fait d'empires expansionnistes. L'Empire romain qui colonisa par la guerre tous

les peuples méditerranéens, les empires comme ceux éphémères d'Alexandre et de Napoléon, ou plus récemment les empires allemands (bismarckien ou hitlérien) en sont des exemples. Les empires possèdent en eux une volonté d'expansion sans limites ; ils exigent une soumission des peuples au nom de valeurs prétendument supérieures, au nom de l'efficacité supposée d'un pouvoir centralisé ; ils croient pouvoir appuyer la solidité du nouvel ordre qui les inspire par une promesse, toujours vaine, d'éternité. C'est cette logique qui se met en place avec l'Union qui se vit, pour reprendre l'expression de Bruno Le Maire, comme un « nouvel empire »*. Ce nouvel empire européen est un empire marchand et technocratique, un empire qui cherche à s'étendre, un empire qui n'a pour l'instant comme empereur qu'une petite caste oligarchique jusqu'à ce qu'il obtienne, selon le vœu du ministre de l'Économie de M. Macron, la désignation d'un président européen. >>

*Le nouvel empire – L'Europe du XXI^e siècle – Bruno Le Maire Gallimard – mars 2019

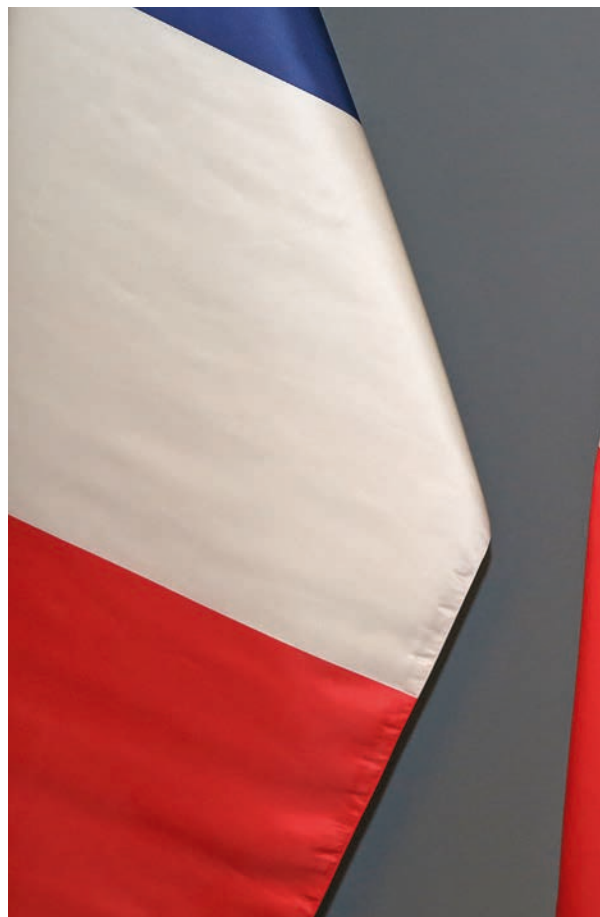
» **► L'inflation semble incontrôlable au sein de l'Union européenne et les niveaux records des prix de l'énergie nous touchent tous violemment. Comment en sommes-nous arrivés là ?**

Incontestablement, la promesse de prospérité et de progrès qui était celle de l'Union européenne n'a pas été tenue. La dette a fait exploser l'inflation qui mine chaque jour davantage les retraites et les niveaux de salaires. Sur l'énergie, l'Union européenne s'est calée sur l'agenda des Verts allemands avec des résultats catastrophiques dont on mesure aujourd'hui les effets : des filières décarbonées comme le nucléaire ont été délaissées au profit du charbon polluant ou de la dépendance au gaz avec la Russie. Notre adhésion au marché européen de l'énergie a eu pour conséquence un renchérissement mécanique des prix de notre électricité, ce qui s'avère dramatique pour les ménages, nos entreprises et nos collectivités publiques. Enfin, en riposte à la guerre en Ukraine, la Commission s'est lancée dans une guerre énergétique avec la Russie et, de manière irréfléchie, a décidé des sanctions sur le gaz qui se retournent aujourd'hui contre nos économies et nos citoyens. Aujourd'hui, toutes les personnes de bonne foi nous rejoignent sur l'impératif d'indépendance énergétique qu'avant la crise de l'énergie, nous étions seuls à proposer. Devant l'explosion des factures d'électricité, des productions s'arrêtent, des piscines ferment leurs portes, des ménages vivent dans l'angoisse d'un hiver rigoureux. Nous pensons que les politiques doivent d'abord faire valoir l'intérêt national et l'intérêt des Français avant de faire des choix idéologiques irresponsables. Nous devons sortir du marché européen de l'énergie comme l'ont fait l'Espagne et le Portugal. Il faut enfin donner une impulsion immédiate au

Le chiffre

12

C'est en milliards d'euros la somme issue des fonds de cohésion et du plan de relance post-Covid que les États membres ont décidé pour le moment de suspendre, sous le prétexte fallacieux d'exiger des réformes pour "remédier aux violations de l'État de droit".



nucléaire nouvelle génération ainsi qu'à la filière hydrogène dont je souhaite le développement depuis 2005.

► Comment jugez-vous le rôle d'Emmanuel Macron dans la crise ukrainienne et ses initiatives européennes sur le sujet ?

M. Macron est en séance de rattrapage permanent. Il cherche à jouer un rôle mais ne reçoit aucun écho. La « Communauté politique européenne », une conférence diplomatique de chefs d'État s'est réunie, à son initiative, pour la première fois, à Prague le 6 octobre dernier. Emmanuel Macron tente, à l'évidence, par ce type d'opérations plus médiatiques qu'efficaces, de se forger une carrure de leader international. Ça ne trompe personne. Par son attitude personnelle et politique, il s'est largement démonétisé comme médiateur de paix et ses démonstrations artificielles sans lendemain ne font guère illusion sur son réel crédit diplomatique. La France

La promesse de prospérité et de progrès de l'Union européenne n'a pas été tenue



n'est grande et écoutée que lorsqu'elle sort du marigot et de la communication vaine pour construire une démarche internationale qui repose sur les trois piliers chers au Général de Gaulle : la constance, l'indépendance, l'équidistance.

► Comment jugez-vous les sanctions qui sont décidées contre des pays comme la Pologne et la Hongrie au nom du « respect de l'État de droit » ?

Ces sanctions totalement abusives et illégitimes illustrent tout à fait ce que je vous disais sur la démarche impérialiste de l'UE. La notion d'« État de droit » est largement instrumentalisée pour imposer aux pays des lois qui ne sont pas voulues par les citoyens. Il est d'ailleurs piquant de voir la Commission invoquer l'« État de droit » et les « valeurs de l'Union » et, dans le même temps, sa présidente Mme von der Leyen décider seule d'attribuer 1 milliard d'euros au régime pour le moins obscurantiste

des Talibans en Afghanistan. On le voit : il ne s'agit pas vraiment de défendre des valeurs mais d'imposer une normalisation politique des États membres de l'Union et de les contraindre à une uniformisation de leur législation en dehors de toute volonté démocratique.

► Comment jugez-vous cette attitude de l'Union européenne ?

Pour un nombre croissant de ses pays membres, l'Union européenne n'est plus vécue comme un espace de coopération mais de soumission et de sanctions. En agissant aussi brutalement, l'Union européenne altère l'idée européenne, la belle idée européenne à laquelle nous croyons. L'UE apparaît d'autant plus décalée que l'Europe est une civilisation qui s'est bâtie sur le principe de la liberté et de la diversité des peuples qui la composent. En voulant tout normaliser y compris par la menace, le chantage financier ou la force, l'Union européenne se >>



» révèle profondément à l'opposé des valeurs authentiques de l'Europe plurimillénaire.

► Quelles sont, selon vous, les valeurs qui prédominent dans la construction européenne actuelle ? Peut-on faire autrement ?

Les valeurs humaines que la Commission européenne invoque à tout moment sont un paravent. Elles s'effacent devant l'ultralibéralisme et les valeurs marchandes qu'elle déploie. Pour l'Union européenne, l'Europe n'est ni une civilisation ni un espace géographique cohérent mais un grand marché, un grand marché qui a vocation à s'étendre en Turquie, au Maghreb et même au monde entier. Dans cette conception mercantile du monde, l'homme ne se conçoit pas comme un être enraciné, attaché à ses communautés naturelles que sont la famille, la Nation ou la culture mais comme un agent économique. L'homme est réduit à ses fonctions de producteur et de

▲ Marine Le Pen lors du colloque, le 9 décembre dernier à Paris, organisé par la Délégation française du Groupe ID sur les nations et les empires. Elle a le grand projet de nouer une alliance avec l'ensemble des partis patriotes de toute l'Europe, afin de constituer un groupe important au Parlement européen.

consommateur. Dans ce schéma, les identités nationales ont vocation à disparaître. Ce sont d'ailleurs les raisons pour lesquelles la Commission européenne considère que l'immigration est positive puisqu'elle permet de faire entrer toujours plus de nouveaux consommateurs.

Nous, nous voulons réhabiliter l'homme « de quelque part » par rapport à l'homme de « nulle part », l'homme sensible à ses affections, à ses attachements collectifs par rapport à l'homme en migration permanente, attaché uniquement à lui et à son intérêt égoïste. Derrière le débat européen, derrière le clivage nationaux/mondialistes, vous le voyez, ce sont deux conceptions du monde et de l'homme qui s'affrontent.

► Que pensez-vous de la notion de « souveraineté européenne » dont M. Macron se fait le défenseur ?

La « souveraineté européenne » apparaît maintenant régulièrement dans le discours



Toutes les décisions politiques de l'EU convergent pour faciliter la submersion migratoire de nos pays

européennes a été obligé de démissionner sous la pression de la Commission européenne. Comment interprétez-vous ce limogeage ?

Ce limogeage est très symbolique. La question qui était posée était de savoir quel était le rôle de Frontex : M. Leggeri souhaitait que ses agents aident les garde-côtes des pays européens à contenir l'afflux de migrants. Avec ce départ forcé et médiatisé, l'UE est venue dire que le directeur de Frontex, en cherchant à lutter contre l'immigration illégale, était sorti de son rôle et que Frontex devait se concevoir, non comme un corps européen de garde-côtes, mais comme une agence d'accueil de migrants. Notons que le départ forcé de M. Leggeri a été salué par les ONG de défense des migrants et une grande partie du Parlement européen, mais évidemment pas par nous. Ce limogeage a le mérite de clarifier la position de l'UE sur la question de l'immigration illégale et le traité passoire que constitue Schengen. Faut-il le répéter ? Pour l'UE, l'immigration n'est pas un problème mais un projet. Il ne faut donc pas s'étonner que toutes les décisions politiques, juridiques ou administratives convergent pour faciliter ou même organiser la submersion migratoire de nos pays.

Le chiffre

73 %

Frontex rapporte que près de 300 000 entrées irrégulières ont été détectées aux frontières extérieures de l'UE depuis le début 2022, soit une hausse de 73 % par rapport à la même période en 2021.

politique. Il y a été fait mention dans le discours sur l'état de l'Union en 2018 ou au niveau national avec François Hollande (2015) et Emmanuel Macron (Sorbonne - 2017). L'admettre serait entériner la disparition des souverainetés nationales, c'est-à-dire la capacité de chaque État de décider pour lui. Cela signerait pour la France la disparition juridique de l'État absorbé par un super État, un État supranational ou plutôt un État post-national. Sur le fond, la souveraineté, c'est-à-dire une volonté collective indépendante, ne peut se concevoir que s'il existe un peuple. Or, il n'existe pas de peuple européen, pas de conscience des citoyens d'appartenir à la même communauté nationale européenne. Cette notion de « souveraineté européenne » brandie par M. Macron relève bien de l'escroquerie intellectuelle et conceptuelle.

► **M. Fabrice Leggeri, le directeur de Frontex, l'agence chargée des frontières**

► **Sur l'islamisme, votre jugement est-il aussi sévère ?**

Comment en serait-il autrement quand on constate que l'Union européenne s'ingénie à faire la promotion du voile islamique dans ses très nombreuses campagnes de communication ? Elle n'hésite pas non plus à donner un crédit officiel et une audience médiatique à des officines pour le moins sulfureuses comme le Femyso, association proche des Frères musulmans. Pour prendre un autre exemple : le Conseil de l'Europe a >>

» publié un document qui comprend soixante recommandations plus hallucinantes les unes que les autres à destination des 47 pays membres du Conseil de l'Europe, telles que l'enseignement de l'histoire de l'islam d'Europe, le renforcement de la participation politique des communautés musulmanes, la suppression des obstacles juridiques ou administratifs discriminatoires à la construction de lieux de culte musulmans et de satisfaire aux exigences religieuses.

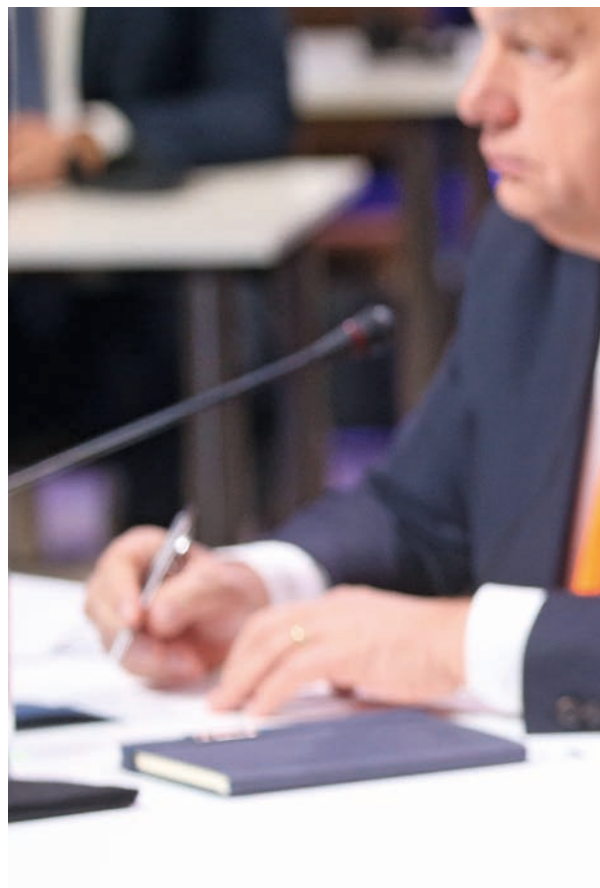
► Quel est votre sentiment sur l'attitude de l'Union européenne par rapport à la guerre en Ukraine ?

Si nous avons condamné sans la moindre faiblesse l'attaque russe contre l'Ukraine, il nous apparaît que l'attitude de l'Union européenne est pour le moins inadaptée voire dangereuse. Les sanctions qui ont été prises, parfois précipitées et inadaptées, ont manqué leur cible. Non seulement elles n'ont pas handicapé la Russie mais elles ont plongé l'Europe dans une crise énergétique gravissime et par voie de conséquence dans une crise économique. Comme s'il fallait en rajouter, Mme von der Leyen, Présidente de la Commission, croit pouvoir s'illustrer par des discours d'un bellicisme enflammé sans se rendre compte qu'elle n'a reçu aucun mandat pour cela. Nous autres Français, connaissons le prix des guerres dont le tragique bilan se mesure au nombre de noms sur nos monuments aux morts; nous nous souvenons que la guerre de 14-18 qui fut d'abord un conflit localisé s'internationalisa par une ivresse généralisée de la guerre et le jeu des mécanismes d'alliances. Dans ces circonstances périlleuses pour le monde, nous devons impérativement garder notre sang froid et rappeler la vocation de la France à œuvrer pour la paix. C'est pourquoi, j'ai proposé

Le chiffre

18

Après avoir versé plus de 9 milliards d'euros d'aides à l'Ukraine en 2022, l'Union s'apprête à engager un prêt de 18 milliards d'euros en 2023.



que notre pays prenne une initiative d'une Conférence internationale pour la paix. Je n'ai pas été entendue... pour l'instant.

► Comment jugez-vous la décision de l'Union européenne d'armer l'Ukraine ?

L'Union européenne a déjà fourni à l'Ukraine pour 2,5 milliards d'euros d'armes et n'exclut pas de continuer. C'est là une décision grave car si le soutien politique contre l'agression russe ou le soutien humanitaire se justifient, un appui militaire d'un pays en guerre peut nous faire basculer dans le camp des cobelligérants. La France ne peut pas se trouver en guerre parce qu'elle aurait laissé des apprentis sorciers, sans légitimité démocratique ni conscience de notre intérêt national, jouer avec le feu. En vertu de l'article 35 de la Constitution, seul le Parlement peut autoriser l'entrée en guerre de la France. Parce que je suis guidée par l'intérêt national et attachée au respect de notre Constitution, je suis opposée à ces livraisons.

Les élections européennes en 2024 auront une importance considérable



► **Comment analysez-vous la situation politique en Europe et quels sont vos objectifs pour les prochaines élections européennes ?**

Le moins qu'on puisse dire c'est que les élections ne sont pas vraiment favorables à l'Union européenne. Après le Brexit qui a été un cinglant désaveu pour l'UE, les scrutins qui portent les patriotes au pouvoir se multiplient. Les exemples récents sont la Suède et l'Italie avec la victoire de partis souverainistes, clairement opposés à l'immigration. En république Tchèque, notre allié s'est classé deuxième parti aux dernières élections. La Pologne et la Hongrie sont entrées en quasi-sécession par rapport à l'Union européenne. La poussée patriote mesurée par les intentions de vote est également très nette en Espagne, en Allemagne ou au Portugal. En 2023, les élections en Hollande peuvent nous réserver une agréable surprise.

En France, on constate une défaite importante du très européiste M. Macron qui perd la majorité absolue et subit un

▲ *Viktor Orban est un des chefs d'État les plus critiques contre l'idéologie impérialiste de l'UE.*

glissement du régime présidentiel vers un parlementarisme, ce qui lui interdit maintenant de faire ce qu'il veut.

Les élections européennes sont prévues pour 2024. Elles auront une importance considérable. À l'échelle de la France, il nous faut poursuivre la recomposition politique et, face à la liste mondialiste soutenue par M. Macron, sortir en première place de la compétition. Nous aurons une tête de liste pleine d'énergie et de talent avec Jordan Bardella.

Au niveau européen, nous souhaitons pouvoir constituer ce que nous appelons le « Grand groupe », c'est-à-dire un groupe politique qui réunirait au sein du Parlement européen tous les partis patriotes pour constituer le premier ou deuxième groupe européen.

Vous le voyez, les perspectives nous inclinent à l'optimisme. Le cœur battant de nos pays comme la raison vont l'emporter. Il ne faut pas en douter. **PROPOS RECUEILLIS**

À PARIS, NOVEMBRE 2022

Comment remédier à la crise

Maîtrise. Depuis ces derniers mois, la guerre russo-ukrainienne est ve de l'approvisionnement énergétique en Europe. L'Union européenne croit En effet, selon elle, la guerre est le facteur explicatif déterminant (voire

► QUAND L'UNION EUROPÉENNE CONTRAINT NOS CHOIX ÉNERGÉTIQUES

Explicitement, le Conseil européen appelle dans une note sur les prix de l'énergie diffusée en octobre 2021 sur son site Internet à « *défaire progressivement l'Union européenne de sa dépendance aux combustibles fossiles russes* ». De prime abord, cette mise en garde peut convaincre, car il est évident qu'un État – ou un ensemble d'États comme l'Union – doit diversifier son bouquet énergétique autant que les sources d'approvisionnement des énergies en question s'il veut conserver les moyens de sa puissance et parer à toutes les éventualités. En termes d'énergie, faire la politique de ses intérêts n'implique pas autre chose. Mais l'avertissement du Conseil procède-t-il de l'énonciation d'une telle évidence ? Nous y voyons plutôt la volonté de mettre la crise énergétique actuelle sur le dos de l'agresseur russe, et ainsi dédouaner l'Europe pour l'essentiel, notamment son manque évident d'anticipation.

Pour convenir d'une politique plus commune concernant les importations de fossiles russes, la Commission européenne a présenté en mai 2022 un plan à 210 milliards d'euros, *RePowerEU*. S'il est appliqué, il doit d'abord aboutir à une diminution de ses importations, compensée par une diversification accrue des sources : augmentation des

livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) par les États-Unis et le Canada, de gaz par la Norvège, Israël et l'Égypte. Puis, à horizon 2030, il aurait comme conséquence l'arrêt des importations de fossiles.

Une des nouvelles sources putatives fait d'ailleurs débat, traduisant les ambiguïtés de la politique énergétique européenne : l'Azerbaïdjan, pourtant inféodé à la puissance turque et acteur de la déstabilisation du Caucase. La signature avec cet État d'un protocole d'accord sur l'augmentation des livraisons de gaz s'inscrit de plus dans un contexte de guerre l'opposant à l'Arménie. Pourquoi l'Union diminue-t-elle les importations gazières russes si elle augmente celles en provenance d'Azerbaïdjan ? « *Là, on ne vous entend plus parler de devoir moral* », rappelle à juste titre le député Jean-Lin Lacapelle dans une vidéo récente où il met en comparaison la politique énergétique européenne à l'endroit de la Russie et de l'Azerbaïdjan.

La France envoie depuis le 13 octobre du gaz directement à l'Allemagne, dans le cadre d'un accord d'entraide entre les deux pays, pendant que les Français ne savent plus comment se chauffer. ▼



énergétique dans l'UE ?

nue percuter de plein fouet la situation déjà fragile pouvoir en tirer la justification supplémentaire de ses positions antirusse. exclusif) de l'explosion des prix du gaz et de l'électricité.

► DES IMPORTATIONS, CONTRAINTES QUI COÛTENT CHER

Pénalisée par une politique d'importation désormais restrictive, puisque contournant au maximum la Russie, l'Union est contrainte de compenser en s'adressant à d'autres acteurs, principalement américains et norvégiens comme nous le disions. Pour eux, la tentation de la spéculation est grande, tant ils savent désormais l'Europe dépendante (au moins temporairement) de leurs combustibles. Quelque peu gênée, la Commission tente bien de parer à cette situation inconfortable par la mise en place d'un prix plafond dit "dynamique" concernant le gaz importé. Mais les experts du secteur énergétique demeurent sceptiques.

À ce contexte géopolitique temporaire que constitue la guerre en Ukraine, se superposent les diverses politiques pré-existantes de l'Union, en termes d'"objectifs climatiques", à horizon 2030-2050, notamment le *Fit For 55* (ajustement à l'Objectif 55). Celles-ci passent par une réduction draconienne des émissions de gaz à effet de serre (GES), dans le cadre d'une transition énergétique et écologique complète.

Autrement dit, l'Union européenne, éternel « empire de la norme » selon la formule consacrée, se rajoute constamment des difficultés. Les puissances mondiales dignes de ce nom, États-Unis et Chine au premier chef, ne s'embarrassent pas de tels carcans. Elles affirment souverainement leurs choix, notamment pour se fournir en énergies et exporter celles qu'elles produisent. Actifs dans le domaine du nucléaire civil, ces

»



» deux États agissent par exemple en toute indépendance en ce domaine.

► INCLURE LE NUCLÉAIRE DANS LES ÉNERGIES VERTES

En plus de lier excessivement les intérêts européens à l'Azerbaïdjan, *RePowerEU* jette un voile pudique sur la spécificité française d'une électricité avant tout issue du nucléaire, atout que ce plan européen ne prend absolument pas en compte. Conscients du problème, début novembre, les eurodéputés du Rassemblement National ont déposé une série d'amendements pour que *RePowerEU* intègre le nucléaire au titre des énergies décarbonées, donc, finançables par ce dispositif. Cette demande légitime, les députés S&D (socialistes) et Renew (macronistes et leurs alliés libéraux des autres pays), n'ont pas voté pour. Et les commissaires européens au Commerce et à la Fiscalité, le Letton Valdis Dombrovskis et l'Italien Paolo Gentiloni, n'y ont bien sûr pas donné suite.

Les commissaires européens ont ainsi fait savoir le 22 novembre dernier que la manne financière théorique de *RePowerEU* ne servirait en aucune manière à financer la restauration du parc nucléaire français, notamment les opérations de grand carénage si nécessaires pour augmenter la durée de vie des centrales et, ainsi, sécuriser notre approvisionnement énergétique.

La France excelle pourtant naturellement dans le secteur nucléaire, occupant un leadership européen, fruit de la transition électronucléaire des années 1960. Cette énergie décarbonée et peu chère lui assure (théoriquement) une indépendance énergétique plus grande qu'aux autres



YURI HOYDA - STOCK.ADOBE.COM

États. Ailleurs en Europe, la situation est bien différente.

Sur le plan du nucléaire, la France est donc dans une position tout à fait à part, et fort avantageuse. Au vu de son faible bilan carbone, il est temps de considérer l'énergie nucléaire pour ce qu'elle est : c'est-à-dire une énergie verte comme les autres. C'est le sens de nos interventions récentes en session plénière du Parlement européen. Un spécialiste des questions énergétiques

▲ *Comme le martèle à juste titre Marine Le Pen : « La consolidation de l'industrie nucléaire française est une priorité nationale absolue ».*

Quelle situation du nucléaire en Europe ?

L'Allemagne a initié en 2000 un abandon du nucléaire, sous la pression des écologistes *Bündnis 90/Grünen* (Alliance 90/Verts). L'Autriche, de manière originale, a renoncé au nucléaire par référendum, puis

a constitutionnalisé ce principe. L'Italie a également mis un terme à l'exploitation de cette énergie après la catastrophe de Tchernobyl, puis a failli se raviser sous la pression de la société nationale d'électricité ENEL

avant qu'en 2011, l'incident de Fukushima ne la force à maintenir sa position. D'autres pays européens en sont à un stade intermédiaire d'abandon : la Suède, la Belgique, la Suède.

comme Fabien Bouglé, auteur du livre remarqué *Nucléaire, les vérités cachées. Face à l'illusion des énergies renouvelables*, abonde dans ce sens : la vraie énergie verte, c'est l'atome.

Cette affirmation révolutionnaire pour notre époque permet également de rappeler combien la France a, depuis des décennies, accompli une véritable première transition énergétique, en substituant massivement une électricité produite à partir du charbon à une électricité produite à partir du nucléaire. Tant et si bien que, malgré les initiatives des promoteurs des énergies renouvelables (ENR), en métropole, l'électricité française reste majoritairement de production nucléaire : à 69 % en 2021 selon RTE, ce qui représente sept fois la moyenne mondiale.

Cette spécificité de notre mix énergétique garantit une indépendance que, naturellement, beaucoup jaloussent, et essaient de briser. On s'explique mieux la politique allemande qui, par l'entremise de l'Union européenne, promeut constamment l'éolien : un des buts est, bien sûr, l'affaiblissement de l'industrie nucléaire française.

La France est de même contrainte par les choix d'un marché européen unique. Doit-elle y demeurer, contre ses intérêts naturels ?

► SORTIR DU MARCHÉ EUROPEEN DE L'ÉNERGIE

En termes de marché, plutôt que de proposer une vision nouvelle, l'Union européenne s'enferme dans ses choix passés. Elle défend corps et âme le principe du marché européen de l'énergie. Mais c'est précisément à cause de ce marché unique que l'électricité devient si chère en Europe.

En effet, le marché unique ne ment pas sur son titre, harmonisant les prix de l'énergie en augmentant les plus bas et abaissant les plus hauts. Mais cette moyenne ne peut convenir à personne. Il y a urgence à en sortir. D'ores et déjà, certains États européens l'ont fait et ne s'en portent que mieux depuis.

Ce choix absurde succède à d'autres : la libéralisation de l'électricité à partir des années 2000 et, en France, le

La production d'électricité, en France métropolitaine (2021)

L'électricité produite en France métropolitaine, de l'ordre de 530 térawatts par heure, venant avant tout du nucléaire (69 %), les autres sources d'énergie occupent de fait une portion congrue. Ainsi, l'hydraulique fournit

12 % de l'électricité, l'éolien 7 %, le gaz 6,3 %. Les autres sources sont plus marginales encore : 2,7 % pour le solaire, 1,9 % pour les bioénergies (qui comprennent le biogaz, la biomasse et les déchets ménagers), 0,7 % pour le charbon, 0,4 % pour le fioul.

démantèlement d'EDF en plusieurs structures ; de même, des sanctions européennes envers la Russie, suicidaires vis-à-vis de nos intérêts et qui ont contribué à une augmentation des prix du fioul et du gaz.

► EN CONCLUSION

Sur les questions énergétiques, l'Union européenne, loin de permettre des arbitrages harmonieux, contraint certains États membres (comme la France) à des choix étrangers à leurs traditions et contraires à leurs intérêts. La question du conflit entre la Russie et l'Ukraine est abusivement exploitée pour faire accepter n'importe quoi aux peuples d'Europe, de la surinflation des prix aux refus de certains combustibles.

Changer la construction européenne implique, concernant l'énergie, de contester la toute-puissance de la Commission qui fixe l'agenda, la nature des importations, les priorités. Quelle belle affaire, si les peuples européens jouissent d'un capital de deux cents milliards d'euros dont, au fond, ils n'ont pas la pleine maîtrise quant à la finalité de leur usage... *RePower?* Ou *UnPower?* Puissance ? Ou affaiblissement ?

Nous concernant, Français, la politique énergétique nouvelle du continent – que nous devons mettre en place dès le renouvellement de 2024, dans le cadre d'un grand groupe commun des patriotes européens – est rendue d'autant plus prioritaire au vu de la situation du nucléaire. Si nous n'y prenons pas garde, cette industrie d'excellence sera en effet complètement mise à bas. Agissons pour qu'il n'en soit pas ainsi. ●



HIUANG - STOCK.ADOBE.COM

Une introuvable souveraineté technologique et numérique ?

Digital. Cécité, failles et naïveté : l'Union européenne et la France sont à la traîne en matière numérique et technologique, où nous sommes soumis au bon vouloir de pays tiers. Toutefois plusieurs voies d'amélioration existent.

La liste des erreurs et fautes faites dans le domaine numérique est invraisemblable de naïveté et de manque de vision. Dépendance à l'énergie de plus en plus criante, désindustrialisation menant à la servitude face aux fabricants de composants, fuite des cerveaux, naïveté devant la Chine, soumission à l'extraterritorialité du droit américain, le tout nimbé d'un aveuglement stratégique qui confine au mieux à l'incompétence au pire à la trahison : des semi-conducteurs "Made in Taiwan" à l'impossible aventure du "cloud" français, la saga du numérique européen tient bien trop souvent du ridicule. Il ne suffira pas d'écouter les incantations d'un Bruno Le Maire (ministre d'une improbable Souveraineté industrielle et numérique, rappelons-le) et du commissaire Thierry Breton, censé élaborer une stratégie à long terme. Pourquoi avons-nous l'impression qu'ils courent toujours, en retard, après un train ?

Que ce soit dans la robotique, l'intelligence artificielle ou la domotique, la Chine et les États-Unis sont loin devant et n'hésitent pas à déployer une stratégie offensive, agressive voire impérialiste. Pendant ce temps, l'UE se dote de textes sur ces sujets, s'interrogeant sur la protection des



droits fondamentaux et le garde-fou "politiquement correct" dont certains États tiers ne s'embarrassent guère.

► DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE AU BLUFF DE LA START-UP NATION

Qu'on ne s'y trompe pas, les grandes envolées lyriques et les "coups de com" ne suffiront pas à masquer le retard numérique de la France qui est apparu clairement révélé, fortement, lors de la crise de la Covid. Télé médecine, télétravail, e-commerce, crise de nos TPE et PME et fracture numérique : près de sept millions de Français n'ont pas un accès de qualité à Internet (*Que Choisir*, 2019). Les difficultés techniques et les zones blanches persistent,

Le chiffre

69 %

« Selon le cabinet Synergy Research Group, les fournisseurs américains Amazon Web Services (AWS), Microsoft Azure et Google Cloud, captent 69 % du marché européen du cloud computing. Au niveau des fournisseurs européens, qui se partagent les miettes, OVHcloud arrive en deuxième position avec une part de marché de 1 %, derrière Deutsche Telekom (2 %). » (*Les numériques*, juin 2022)

la France est 13^e au classement européen de la couverture 4G et l'indice relatif à l'économie et à la société numérique (DESI) de la Commission européenne, qui mesure la performance des États membres ainsi que de l'UE dans son ensemble en matière de numérique, montre qu'en 2021 la France était...15^e. Connectivité, capital humain, usage d'Internet, numérisation des entreprises, services publics en ligne : nous sommes loin de la Finlande, du Danemark et de l'Espagne.

► IL N'Y AURA PAS DE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE SANS SOUVERAINETÉ TECHNOLOGIQUE

Au moment où les États-Unis lancent leur *Chips and Science act* qui accorde 53 milliards de dollars à leur industrie des semi-conducteurs, l'UE annonce un cadre législatif et programmatique, le "Chips act" qui accordera 45 milliards d'euros à la production de puces et composants électroniques. Mais que faire face à l'Asie du Sud-Est qui pèse 75 % de la capacité mondiale de fabrication de ces semi-conducteurs ?

C'est d'ailleurs un des paradoxes de l'UE : singer les noms anglo-saxons de nos concurrents et copier le modèle d'autres puissances technologiques : cela ne suffira pas à faire de l'Union et ses États membres, un acteur incontournable et surtout indépendant dans ce domaine.

Pourtant la vente des fleurons technologiques se poursuit : Macron ayant sans états d'âme abandonné Alstom et Alcatel, pour ne donner que ces exemples de fleurons industriels nationaux, Exxelia, entreprise complexe de composants

»

La naïveté de la macronie... au service des États-Unis

Ce n'est pas la récente création de la société Bleu par Capgemini et Orange qui rassurera, malgré les chatteries du ministre de l'Économie Bruno Le Maire claironnant que cette société sera à l'abri de la justice

américaine et du vol de données. Hélas... à peine lancée, la société française OVHcloud lance une plainte antitrust contre Microsoft, accusé d'avoir une position anticoncurrentielle. Logique puisque Bleu intégrera à sa

mise en service en 2024, des solutions cloud de Microsoft ! Le constat est implacable dans plusieurs domaines du numérique, certains membres des fameuses GAFAM s'imposant au détriment des entreprises européennes.

» passifs notamment pour le secteur militaire, serait en passe d'être vendue à une société américaine en 2023. Pourquoi ne pas stopper enfin définitivement ces hémorragies de savoir-faire?

Rappelons quand même que l'affaire Alstom, sous couvert de corruption de certains décideurs et d'agenouillement devant la redoutable loi américaine FCPA (*Foreign Corrupt Practices Act*) a amené à la catastrophe que l'on sait, le rachat d'un des plus grands conglomérats industriels français, œuvrant dans l'énergie, le nucléaire, le ferroviaire, les transports. En 2015, il a été démantelé et certaines parties passées sous pavillon américain. « *Tout s'est fait avec l'assentiment du gouvernement français et notamment d'Emmanuel Macron.* » (*Mediapart*, 2019).

Face à ce bulldozer législatif qui sert clairement les intérêts stratégiques des États-Unis, notre pauvre loi Sapin II a bien du mal à défendre le tissu industriel français.

Des solutions nationales et européennes sont indispensables afin que des entreprises stratégiques ne soient pas vendues à des investisseurs étrangers; l'Union européenne pourrait enfin servir à défendre autre chose que des minorités en élaborant un "bouclier" législatif face aux prédatations de pays tiers et protégeant notre savoir, nos compétences exclusives, nos données (ou du moins ce qu'il en reste).



PEGGY GREBAPISPA

▲ **Métaux rares et matières premières sont indispensables pour nos filières technologiques.**

En ce qui concerne l'approvisionnement en métaux rares et en minerais, un Observatoire français des ressources minérales pour les filières industrielles (Ofremi) a été récemment mis en place. Il aura fallu des années pour que nos dirigeants comprennent que, sans ces minerais, nos

Jean-Lin Lacapelle : « C'est avec la réindustrialisation que nous obtiendrons cette souveraineté »

Interview. En mars 2022, l'eurodéputé répondait à la question au site *Les numériques*. « *En l'absence d'accord d'échanges de données internationaux, faut-il autoriser les transferts de données depuis la France vers des puissances étrangères telles que les États-Unis ou la Chine?* »

industries ultra-technologiques ne peuvent fonctionner. Cela fait plus de 10 ans que des alertes ont pourtant été lancées, dès la crise de l'aluminium, des terres rares, du titane... Aucun des récents gouvernements ne s'est préoccupé des risques pesant sur la sécurité de ces approvisionnements essentiels.

La crise sanitaire nous a fait comprendre que nous étions fragiles au niveau de certaines technologies et approvisionnements. Dernier exemple en date : la France ne fabrique plus de câbles sous-marins, comme elle ne fabriquait plus de masques ou certains médicaments. Le récent sabotage du gazoduc Nord Stream 1 et 2 rappelle que la guerre n'est pas chevaleresque et que les quelques 500 câbles sous-marins transportant les données à travers l'Atlantique sont une cible de choix pour qui voudrait les couper..

Il n'y aura pas de souveraineté technologique et numérique puissante sans volonté politique forte. L'âge du silicium, le matériau pur sur lequel sont gravés les circuits électroniques et qui a envahi toute notre vie quotidienne est loin de se finir, et avec l'arrivée des nouveaux matériaux peu gourmands en énergie, il s'agirait enfin de se réarmer face à des bouleversements technologiques et à la nouvelle géopolitique des infrastructures technologiques, des sciences de l'information et des matières premières... **LAURENT HUSSER**

Des solutions existent

- Créer un "fonds souverain français" pour augmenter la rémunération de l'épargne des Français et l'orienter vers des secteurs stratégiques et l'innovation.
- Parvenir à la souveraineté numérique, en imposant des solutions françaises et européennes, indépendamment de tout lien juridique, financier et technologique avec des pays tiers.
- Réduire la fracture numérique pour les Français les plus modestes et les plus enclavés.
- Légiférer afin de bloquer tout rachat d'une entreprise stratégique, dans tous les domaines touchant à la sécurité, à l'aérospatiale, à l'armement, au numérique par des investisseurs étrangers : faire primer les considérations essentielles de sécurité nationale.
- La loi Sapin II de 2016, en réponse partielle et bien faible au *Foreign Corrupt Practices Act* n'est plus adaptée : un nouvel arsenal juridique s'impose.
- Concevoir un cloud français souverain et non inféodé à des puissances étrangères.
- Rendre obligatoire l'hébergement des données des Français, des entreprises françaises et des services publics en France ou dans l'Union européenne, par des opérateurs français ou européens
- Renforcer la cybersécurité et maîtriser le cyberspace : il faut une politique professionnelle de formation beaucoup plus ambitieuse dans ces domaines capitaux.
- Envisager une option *opt in opt out* qui supposerait une révision des traités, sur l'exception voire la non-application du droit européen de la concurrence dans des domaines numériques stratégiques.

“**N**ous ne le croyons pas : cela présente trop de risques pour la confidentialité des données personnelles de nos compatriotes et de nos entreprises. Il faut rappeler que les États-Unis sont officiellement considérés comme non sûrs pour la confidentialité des données personnelles au vu des standards européens (arrêt Schrems II de la CJUE du 16 juillet 2020 ayant mis fin au Privacy Shield). Quant à la Chine, elle est totalement opaque, et l'entreprise ByteDance, qui produit l'application TikTok, est soupçonnée par plusieurs pays d'envoyer en Chine les données de ses utilisateurs : une enquête de la

► Dans l'arrêt "Schrems II", chaque organisme doit vérifier la légalité des transferts de données personnelles hors de l'Union européenne et notamment les éventuels transferts vers les États-Unis.



Commission de la protection des données irlandaise, pays où est domicilié le siège social de ByteDance pour l'Europe, est en cours sur ce point. » ●

Combat des Iraniennes : quand

Femmes. Depuis le mois de septembre 2022, une révolte initiée par les massives et arbitraires, exécutions, que fait l'Union européenne alors que

► L'IRAN DE 1979 À NOS JOURS : 43 ANS DE RÉGIME ISLAMIQUE

On peine à croire les clichés de ces femmes iraniennes, vêtues à la mode des années 1970 et vivant à l'occidentale, qui témoignent encore de ce qu'était leur vie avant l'instauration d'un régime islamiste. Peine de mort, mariage infantile, police des mœurs, interdiction de pratiquer des cultes autres que l'Islam, aujourd'hui le peuple iranien vit sous le joug de l'un des régimes les plus totalitaires du monde.

Depuis 43 ans, pour asseoir leur autorité et faire taire les revendications de liberté de leurs contestataires, les Mollah, ces gouvernants qui sont aussi et avant tout des religieux, n'ont pas hésité à exécuter et à emprisonner en masse. Plusieurs tentatives de révolte contre cette oppression ont déjà eu lieu et ont été réprimées dans le sang. Mais cette fois, la détermination du peuple a la force du désespoir et pourrait bien renverser le régime.

► MORT DE MAHSA AMINI : LE DÉCLENCHÉUR

Le 16 septembre 2022, la jeune Mahsa Amini meurt quelques jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs car son voile laissait dépasser quelques mèches de cheveux. La rue s'embrase et les femmes commencent à brûler leur voile en signe de protestation.

Le contexte socio-économique du pays qui vit une inflation record de 60 % alimente la révolte. Les jeunes femmes qui en sont à l'origine sont rapidement rejointes par des universitaires, des étudiants et même des hommes, toutes générations confondues. Après les voiles brûlés, ce sont les turbans qui sont renversés de la tête des Mollah par les manifestants.



▲ **Jean-Paul Garraud**, président de la Délégation française du Groupe ID, et **Azita Rostami** lors de la conférence "Port du voile en Iran : quand l'UE détourne le regard", le 9 novembre 2022 au Parlement européen à Bruxelles.

Le régime, pour réprimer le mouvement, piétine les droits de l'Homme jour après jour dans l'indifférence de nos gouvernements. Emmanuel Macron n'a d'ailleurs pas hésité à prendre la pose aux côtés du président iranien Ebrahim Raïssi lors d'une rencontre privée organisée en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, à peine une semaine après la mort de Mahsa Amini.

► L'ESPOIR GRANDISSANT D'UN PEUPLE ÉPARpillÉ AUX QUATRE COINS DU MONDE

Nombreux sont les Iraniens qui ont fui le régime dictatorial islamiste. Les Iraniens qui vivent hors d'Iran forment la diaspora iranienne et sont estimés à 2 millions de personnes à travers le monde. Les technologies de la communication ont créé des ponts entre eux et les Iraniens d'Iran. Des

l'Union détourne le regard

jeunes femmes fait trembler le régime iranien. Arrestations chaque jour les droits de l'Homme sont piétinés en Iran ?



droits de l'Homme? Pourquoi ne renvoie-t-elle pas ses diplomates ou ne gèle-t-elle pas les avoirs et les comptes bancaires des dirigeants iraniens à l'étranger?

Jean-Paul Garraud, président de la Délégation française du Groupe ID a conscience qu'il appartient à tous les députés patriotes d'entretenir la flamme de la révolte des Iraniennes pour leur donner une chance de renverser le régime islamiste. « *En Iran nous sommes dans l'urgence absolue puisque c'est d'abord une question de vie ou de mort et ensuite une question de liberté. Pour les démocrates que nous sommes quoi de plus essentiel? Nous allons donc nous battre avec vous!* ». Avec lui, les députés français RN sont plus que jamais déterminés dans leur combat contre l'islamisme : pour que ce qui se produit en Iran ne se produise jamais en Europe!

Le chiffre

326

Au moins 326 manifestants iraniens ont été tués selon Iran Human Rights, une ONG basée à Oslo. Selon la justice iranienne 2 000 personnes ont été inculpées depuis le début du mouvement. De nombreuses organisations de défense des droits humains font état de 15 000 arrestations.

► LES DÉPUTÉS FRANÇAIS AGISSENT !

Le 9 novembre, Jean-Paul Garraud, président de la Délégation française du Groupe ID, recevait des représentants du peuple iranien venus pour exposer la réalité de leur vie dans un pays dirigé par des islamistes. Azita Rostami, intervenante principale qui a fui la dictature islamiste en 1985 expliquait : « *C'est la révolte des femmes qui ne veulent plus être considérées comme des êtres inférieurs. C'est la révolte des femmes qui revendiquent tout simplement la liberté. Femme, Vie, Liberté... tel est le slogan repris à haute voix dans toutes les manifestations en Iran et en Occident depuis maintenant 8 semaines. Le peuple iranien a besoin de l'Occident pour renverser le régime islamiste en place.* ». L'horreur décrite par ces femmes et ces hommes a encore conforté les députés français dans leur combat pour notre identité et notre liberté. **VICTORIA DE VIGNERAL**

manifestations de soutien d'ampleur rassemblant plusieurs milliers à plusieurs dizaines de milliers de personnes se tiennent dans de nombreuses capitales chaque week-end. Malgré les tentatives de censure du régime islamiste, les images terribles relayées par les leurs sur les réseaux sociaux leur parviennent. Tous s'interrogent : pourquoi les médias grand public européens en font-ils la quasi-totale abstraction?

► L'UNION EUROPÉENNE : QUI NE DIT MOT CONSENT ?

Les Iraniens qui luttent contre le régime islamiste qu'ils parviennent à faire trembler au prix de la mort des leurs, ne comprennent pas le silence de l'Union européenne. Pourquoi celle-ci ne stoppe-t-elle pas ses relations diplomatiques et commerciales avec un pays qui bafoue les

« *Nous demandons instamment aux autorités de libérer immédiatement toutes les personnes détenues dans le cadre de manifestations pacifiques et d'abandonner les charges retenues contre elles* », a déclaré le porte-parole du Haut-Commissariat Jeremy Laurence.



Le scandale du *QatarGate* en

Corruption au Parlement européen. Un scandale démocratique, sans précédent. Les socialistes donneurs de leçons sur l'État de droit et la main dans le sac des billets de banque, montrent bien l'entre-soi de demande aux Européens de se priver pendant qu'eux profitent largement

En cette fin d'année, l'Europe de Bruxelles est secouée par une affaire de corruption à grande échelle en son sein par le Qatar. Doha aurait soudoyé des eurodéputés, notamment du groupe des Socialistes et Démocrates, et des ONG, pour que l'institution adopte une position favorable vis-à-vis du Qatar.

Cette affaire gravissime illustre la politique hypocrite de Bruxelles à l'égard du

Qatar, qui donne des leçons de morale à la terre entière alors qu'elle est elle-même corrompue au plus haut niveau.

Le 12 décembre dernier, les députés du Rassemblement National au Parlement européen ont voté en faveur de la tenue d'un débat et de la mise au vote d'une résolution sur ce sujet.

En attendant que la Justice fasse son travail, nous avons demandé la suspension des dossiers à l'étude liés au Qatar et la



images

financier et politique
des valeurs de l'UE pris
la caste européiste qui
de l'argent sale



Pour en savoir plus
IDECRYPTE.UE



mise en place immédiate d'une commission d'enquête.

Nous le devons aux peuples européens, dont la méfiance pour nos institutions et la démocratie ne cesse de croître. Parmi les personnes écrouées, on retrouve Eva Kaili, vice-présidente du Parlement européen, et Pier Antonio Panzeri, ancien député socialiste et président de l'ONG *Fight Impunity*. Prétendant défendre les droits de l'homme, des ONG proches des Socialistes sont au

cœur du scandale. Isabelle Santos (S&D), présidente de la délégation UE-Maghreb, est d'ailleurs membre du conseil d'administration de *Fight Impunity*.

Raphaël Glucksmann, membre du Groupe S&D et président de la commission spéciale sur l'ingérence étrangère (ING2), n'aura rien vu de la corruption de son parti, rien entendu et rien dit. Dans sa résolution, le Groupe Identité et Démocratie – France appelle à sa démission. ●



PHOTOS : ZORAN ZEREMSKI - STOCK.ADOBE.COM - D. R.

Comment l'UE a-t-elle perdu sa souveraineté alimentaire ?

Entretien avec Pierre Vaugarny. Traités de libre-échange, décisions hors-sol, idéologie verte, peu à peu, nous avons perdu notre souveraineté alimentaire, nous exposant à tous les dangers en cas de crise.

Le 23 novembre 2022 à Strasbourg, Jean-Paul Garraud et Gilles Lebreton recevaient Pierre Vaugarny, agriculteur et ancien membre du conseil d'administration de la FNSEA, pour une conférence autour de la souveraineté alimentaire qui a amené le débat vers la crise du bio, la transparence des prix et la concurrence qui se profile entre la production énergétique et alimentaire. Ce sujet de la plus haute importance est au cœur du combat parlementaire de nos députés français du Groupe ID.

▲ *Année après année, l'Europe perd sa souveraineté alimentaire. Les députés du Groupe ID se mobilisent autour de ce sujet crucial.*

► **Ces dernières décennies, nous avons perdu peu à peu notre souveraineté alimentaire, comment l'expliquez-vous ?**

L'Union européenne s'est construite au sortir de la guerre, sur deux principes fondateurs : une paix durable et la volonté d'épargner les Européens de la faim en affichant une ambition de souveraineté alimentaire. La mise en place d'une politique européenne agricole avait pour but de répondre à cet objectif. D'ailleurs, l'Europe est rapidement devenue autosuffisante dans les années 1970 puis excédentaire à

partir des années 1980. Nos dirigeants ont trop rapidement considéré l'autosuffisance européenne comme acquise. Le regard sur l'agriculture a changé dans les années 1990 avec de nouvelles exigences environnementales et sociétales qui ont émergé au travers des diverses réformes de la PAC. L'Union européenne a encouragé nos agriculteurs à se détourner de leur première mission : nourrir les populations !

En parallèle, la montée en puissance de l'OMC a poussé l'Union européenne à considérer la denrée alimentaire comme un secteur commercial comme les autres, ce qui n'a jamais été le cas des autres puissances mondiales. Une phrase du ministre de l'Agriculture américain, Tom Vilsack, au congrès mondial de la viande à Buenos Aires en 2015 m'a interpellé : « *La souveraineté alimentaire des USA est un composant à part entière de la défense nationale* ». À la même tribune, la Commission européenne exposait la PAC en expliquant que le citoyen européen attendait d'abord de l'agriculture des pratiques respectueuses de l'environnement et des nouvelles attentes sociétales. Sans remettre en cause les évolutions nécessaires des pratiques agricoles, la souveraineté alimentaire de l'Europe a été bradée au fil des accords de libre-échange, tous plus suicidaires les uns que les autres !

► Le secteur de l'alimentation connaît une inflation record, que pourrions-nous faire pour protéger les consommateurs ?

Effectivement, plus que jamais la construction du prix des produits alimentaires doit être particulièrement surveillée. Je vais prendre mon exemple, je suis producteur d'œufs bio que je vends 16 centimes, ces mêmes œufs seront sur l'étal de la distribution à plus de 50 centimes pièce quelques heures plus tard ! Cet exemple est très fréquent. Il pose la question de la transparence des prix. Nous devons avoir deux objectifs qui me semblent tout à fait compatibles. D'un part que les agriculteurs vivent dignement de leur métier et d'autre part que les prix de vente restent raisonnables et stables.

► Quelle est l'influence de la flambée des prix de l'énergie sur le secteur agricole ?



Verbatim

« La déclinaison du pacte vert, ou stratégie "de la ferme à la fourchette" qui prône la décroissance est néfaste à la souveraineté alimentaire. De nombreuses études indépendantes nous annoncent une chute de la production agricole européenne de 15 % en moyenne. Pour nous, le combat est engagé ! »

Gilles Lebreton

La matière première agricole (céréales) est également utilisée pour la production d'énergie (bio fioul, méthanisation...) avec une très forte valorisation. Cette concurrence entre production énergétique et alimentaire rend la production animale particulièrement vulnérable car ces animaux consomment des céréales. Là aussi, le pouvoir politique devra se saisir du sujet pour que « *le réservoir de la voiture ne concurrence pas l'assiette* » !

► La PAC peut-elle redevenir un outil au service de notre souveraineté alimentaire ?

La PAC est un outil opérationnel qui peut influencer rapidement la situation. Encore faut-il qu'il existe une volonté politique claire pour protéger notre continent du danger de dépendance alimentaire extérieure. Aujourd'hui, la stratégie "de la ferme à la fourchette", par exemple, est typiquement une démarche qui vise à idéaliser l'activité agricole pour en réduire l'acte de production (les études prévoient entre 10 et 20 % de baisse de production). Ainsi, nous exposons nos consommateurs à de nouveaux accords internationaux comme le Mercosur, mortifères pour notre souveraineté alimentaire, destructeurs des écosystèmes mondiaux et irrespectueux des standards de production européens. La réouverture de la PAC est selon moi une urgence et la souveraineté alimentaire et la stabilité de nos marchés doivent en être la pierre angulaire.

► La souveraineté alimentaire est-elle un facteur clé de la stabilité d'une Nation ?

L'enjeu de l'indépendance alimentaire est crucial ! Dans un monde en pleine recomposition, peu de secteurs économiques nous permettront de peser dans l'économie mondiale. Aujourd'hui, nous sommes 8 milliards et nous serons 10 milliards en 2050, avec des accidents climatiques à répétition. L'enjeu géopolitique de l'alimentation n'est plus à démontrer. La crise ukrainienne doit nous servir de leçon. Dans le fonctionnement de nos économies nationales, l'alimentation est avec l'énergie un enjeu majeur de stabilité. Après avoir sabordé notre indépendance énergétique, ne nous exposons pas une nouvelle fois en cas de crise ! ●

Le plan von der Leyen, la ruine des Nations

Bellicisme. La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont fait des victimes nombreuses qu'il convient évidemment de considérer prioritairement dans l'analyse politique.



Par **Thierry Mariani**
Député français RN
au Parlement européen.

Ces deux évènements mondiaux pourraient également faire une victime politique : l'Europe. Les Français savent bien que les désastres politiques ne laissent pas les peuples indemnes et pourraient avoir des conséquences ravageuses sur leur quotidien et jusque dans les aspects les plus essentiels de leur existence.

L'Union européenne a honteusement utilisé ces deux crises pour renforcer ses champs d'action sans consulter les peuples

Ursula von der Leyen est sous le feu de nombreuses critiques et enchaîne idées saugrenues sur idées néfastes. ▼



SNAPSHOT/FUTURE IMAGE/DANORAGAN

européens et sans se soucier des sphères d'influence définies pour elles dans les Traités dirigeants son action. Au lieu de se soucier d'assister les États dans leurs réponses souveraines à ces crises, Bruxelles a misé sur la stupeur des opinions publiques pour imposer son agenda.

La Délégation française du Groupe Identité et Démocratie a déjà longuement développé l'arnaque du plan de relance de l'UE, qui coûtera quasiment le double de ce qu'il rapporte à la France, et qui n'empêche en rien notre continent d'entrer en récession économique. Les milliards d'euros déjà déboursés pour l'Ukraine et les promesses de la Commission européenne en faveur de Kiev ne sont pas plus financés.

La Commission en roue-libre

Nous nous trouvons donc devant une entité politique qui dépense des milliards, sur la base des contributions financières d'États membres déjà surendettés ou largement mis en danger par notre politique de sanctions absurde. Le gouvernement ukrainien a chiffré lui-même la reconstruction de son pays à 750 milliards d'euros. D'autres institutions parlent de 300 à 400 milliards. Déjà, les débats s'enflamment aux États-Unis pour savoir si Washington doit continuer son financement à fonds perdu d'un pays qui était en situation de quasi faillite dès 2015.

Le plan d'Ursula von der Leyen est limpide : intégrer l'Ukraine à l'UE pour obliger les Nations à assumer financièrement sa reconstruction sans pouvoir interroger les peuples sur le souhait de payer intégralement les conséquences d'une guerre qui aurait dû être évitée.

Les effets de l'inflation et la concurrence internationale accrue rendent très hypothétique tout retour d'une croissance solide dans les années à venir en Europe et en France.

Nous sommes les seuls députés français au Parlement européen à poser la question de l'avenir financier de nos familles au sein de l'UE : faudra-t-il accepter d'être ruinés pour complaire aux mondialistes ou allons-nous enfin poser la question au peuple de l'endettement à fonds perdu de l'UE et des États membres ? ●

Élections en Bosnie-Herzégovine : des dysfonctionnements graves

Europe centrale. Récit d'une mission d'observation du Parlement lors des élections générales en Bosnie-Herzégovine.



Par **Patricia Chagnon**
Députée française RN
au Parlement européen.



Notre mission consistait à nous rendre à Banja Luka, dans la République Srpska pour procéder à des visites d'observation dans des bureaux de vote. Lors du scrutin du dimanche 2 octobre 2022, nous avons constaté plusieurs dysfonctionnements : absence d'isoloirs permettant de garantir le secret du vote ; absence de scellement sur certaines urnes ; des attroupements et tentatives d'influence d'électeurs ; un manque d'application des procédures écrites dans le code électoral dans certains bureaux de vote ; des dysfonctionnements dans les procédures pour permettre le vote des personnes en situation de handicap et des votes à domicile.

De retour à Sarajevo pour la réunion de restitution, certains membres n'ont pas voulu mettre en évidence ces dysfonctionnements. Avec mon équipe, j'ai dû me battre pour que nos observations soient intégrées dans le document définitif signé par le chef d'équipe du Parlement. De même, le lundi 4 octobre, lors de la présentation par les statisticiens de leurs premières observations, rien d'anormal n'a été signalé. Une première alerte est donnée le 7 octobre : la Commission centrale électorale évoque dans une conférence de presse qu'au moins 16 % des équipes responsables des bureaux de vote, « n'ont pas respecté leurs obligations ».

Rebondissement le 10 octobre, soit 8 jours après le scrutin, alors que des

▲ *Pays aux institutions complexes, l'État de Bosnie-Herzégovine est une fédération administrée par deux entités autonomes. Au nord et à l'est, la République serbe de Bosnie, Republika Srpska. Au centre et à l'ouest, la Fédération de Bosnie-Herzégovine.*

plaintes de certains partis ont été déposées et que des manifestants défilaient par dizaines de milliers dans les rues de Banja Luka, la Commission centrale électorale de la Bosnie-Herzégovine évoque « des irrégularités et des illogismes mathématiques » et ordonne, chose très rare, le recomptage de la totalité des bulletins dans la République Srpska.

La volonté de certains d'octroyer le statut de « pays candidat à l'adhésion de l'UE » explique sans doute l'empressement des organismes d'observation à valider le déroulement du scrutin.

Comment est-ce que les autres équipes, affectées dans le même secteur, nous expliquent l'absence de constats de leur part d'irrégularités ?

Quelle valeur attribuer aux résultats après un recomptage sachant que, de nos propres yeux, nous avons constaté que certaines urnes n'étaient pas correctement scellées ?

Il semble aujourd'hui admis que des graves irrégularités ont entaché la sincérité de ce scrutin dénoncé par la plus haute autorité électorale de la Bosnie-Herzégovine même, et que seule la délégation du Parlement européen, grâce au travail sérieux de notre petite équipe aux confins du pays, a vu juste et a dit vrai. ●



Mon questionnaire de Proust par **Éric Minardi**



Eric Minardi est député français, délégué du RN en Polynésie françaises.

- ▶ **Ma vertu préférée :** Le courage
- ▶ **Le principal trait de mon caractère :** La ténacité
- ▶ **La qualité que je préfère chez les hommes :**
L'honnêteté
- ▶ **La qualité que je préfère chez les femmes :**
L'honnêteté
- ▶ **Mon principal défaut :** L'impatience
- ▶ **Ma principale qualité :** La sincérité
- ▶ **Ce que j'apprécie le plus chez mes amis :**
La fidélité bien sûr
- ▶ **Mon occupation préférée :** La lecture et le rugby
- ▶ **Mon rêve de bonheur :**
Que mon bonheur actuel dure très longtemps
- ▶ **Quel serait mon plus grand malheur ?**
Perdre un des êtres qui me sont les plus chers

▶ **À part moi-même qui voudrais-je être ?**

Un grand joueur de rugby

▶ **Le pays où j'aimerais vivre :** La France

▶ **La couleur que je préfère :** Le bleu

▶ **La fleur que je préfère :** La fleur de Tiaré

▶ **L'oiseau que je préfère :** L'albatros

▶ **Mes auteurs favoris en prose :**

Olivier Norek et Wilbur Smith

▶ **Mes poètes préférés :** Victor Hugo

▶ **Mes héros dans la fiction :**

Super Man, il est quand même le seul à porter son slip sur son pantalon (humour)

▶ **Mes héroïnes favorites dans la fiction :**

La fée clochette, humour

▶ **Mes compositeurs préférés :** Beethoven et Bach

▶ **Mes peintres préférés :**

Gauguin, Van Gogh et Le Caravage

▶ **Mes héros dans la vie réelle :** Jonny Wilkinson

▶ **Mes héroïnes préférées dans la vie réelle :**

Toutes les femmes engagées mais surtout les sportives de haut niveau

▶ **Mes héros dans l'histoire :**

Le Général De Gaulle et Gandhi

▶ **Ce que je déteste le plus :** La lâcheté

▶ **Le personnage historique que je déteste le plus :**

Staline

▶ **Les faits historiques que je méprise le plus :**

Tous les massacres d'innocents, en particuliers les enfants.

▶ **Le fait militaire que j'estime le plus :**

La bataille de Bir-Hakeim

▶ **La réforme que j'estime le plus :**

Le droit de vote des femmes

▶ **Le don de la nature que je voudrais avoir :**

Pouvoir voler comme un oiseau

▶ **Comment j'aimerais mourir :** Les armes à la main en

défendant ma famille ou mon pays, ou sur un terrain de rugby (dans les bras de ma femme mais j'évite de le dire car elle me menace systématiquement de me crever les yeux)

▶ **L'état présent de mon esprit :** Concentré

▶ **La faute qui m'inspire le plus d'indulgence :**

Celle que l'on fait par inadvertance

▶ **Ma devise :** « *L'Homme est un apprenti, la douleur est son maître. Et nul ne se connaît tant qu'il n'a pas souffert* » Alfred de Musset



Mon questionnaire de Proust par Marie Dauchy

- ▶ **Ma vertu préférée :** La persévérance
- ▶ **Le principal trait de mon caractère :** L'empathie
- ▶ **La qualité que je préfère chez les hommes :**
L'honnêteté
- ▶ **La qualité que je préfère chez les femmes :**
L'honnêteté
- ▶ **Mes principaux défauts :**
L'impulsivité, l'espièglerie et la sensibilité
- ▶ **Ma principale qualité :**
On peut toujours compter sur moi
- ▶ **Ce que j'apprécie le plus chez mes amis :**
La loyauté
- ▶ **Mon occupation préférée :**
Refaire le monde en bonne compagnie
- ▶ **Mon rêve de bonheur :** Inaccessible
- ▶ **Quel serait mon plus grand malheur ?**
Perdre des proches
- ▶ **À part moi-même qui voudrais-je être ?**
Personne. On peut envier la vie de certaines personnes mais sans connaître leurs problèmes donc je préfère rester celle que je suis
- ▶ **Le pays où j'aimerais vivre :**
À part la France, l'Australie
- ▶ **La couleur que je préfère :** Bleu ciel
- ▶ **La fleur que je préfère :** Le muguet
- ▶ **L'oiseau que je préfère :** Le colibri
- ▶ **Mes auteurs favoris en prose :** Paul Verlaine
- ▶ **Mes poètes préférés :**
Victor Hugo, Charles Baudelaire
- ▶ **Mes héros dans la fiction :**
Prométhée, Cyrano, le Petit Prince, Ulysse
- ▶ **Mes héroïnes favorites dans la fiction :**
Pénélope (femme d'Ulysse), Galadrielle
- ▶ **Mes compositeurs préférés :**
Debussy, Tchaïkovski.
- ▶ **Mes peintres préférés :**
Claude Monet, Léonard De Vinci
- ▶ **Mes héros dans la vie réelle :** Les forces de l'ordre
- ▶ **Mes héroïnes préférées dans la vie réelle :**
Catherine de Médicis, Olympe de Gouges, Marine Le Pen, Cléopâtre, Jeanne d'Arc
- ▶ **Mes héros dans l'histoire :**
Léonard De Vinci, Jean Moulin, Napoléon
- ▶ **Ce que je déteste le plus :** L'hypocrisie
- ▶ **Le personnage historique que je déteste le plus :**
Pierre Laval



Marie Dauchy est député français et élue dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

- ▶ **Les faits historiques que je méprise le plus :**
La prise de Constantinople
- ▶ **Le fait militaire que j'estime le plus :**
La bataille de Lépante
- ▶ **La réforme que j'estime le plus :**
L'institution du référendum en France
- ▶ **Le don de la nature que je voudrais avoir :**
Savoir m'exprimer à travers la peinture
- ▶ **Comment j'aimerais mourir :**
Bicentenaire, de rire avec mes proches
- ▶ **L'état présent de mon esprit :** Enthousiaste
- ▶ **La faute qui m'inspire le plus d'indulgence :**
Celles commises avec la volonté d'épargner autrui
- ▶ **Ma devise :** « Européenne un jour, Française toujours, Saint-Jeannaise avant tout ! »

De Marx à Netflix, la gauche change de bible

Éthnomasochisme. Vous pensiez que la raison était le fleuron de l'Occident, et que la transmission était la tâche la plus noble à accomplir ? Sans doute êtes-vous un raciste qui s'ignore.

Au sein des institutions européennes il n'est pas rare d'entendre parler de « *racisme systémique* » ou de « *violence policière* ». Il est même monnaie courante de devoir souffrir les plaidoyers confondant égalité et interchangeabilité au risque de devenir tous identiques.



Le livre

“Abattre l'Occident, comment l'antiracisme est devenu une arme de destruction massive”, de Douglas Murray, Éditions L'Artilleur, 432 pages, 22 euros.

Simple risque ou but avoué ?

Douglas Murray nous livre les racines idéologiques de ce mal qui secoue l'Occident. Né en 2000 aux États-Unis avec la “Théorie Critique de la race” l'antiracisme a explosé avec l'affaire George Floyd.

Par antiracisme, comprenez la haine du “blanc” nécessairement esclavagiste, raciste et dominateur. Cette vision autrefois cantonnée aux universités américaines a traversé l'Atlantique et s'est popularisée. Nul pays, nulle civilisation occidentale n'est à l'abri.

Ainsi par matraquage médiatique constant les *Dix petits nègres* deviennent *Ils étaient dix*, des statues sont déboulonnées, le Rijksmuseum (l'équivalent du Louvre à Amsterdam) se lance dans une chasse aux connotations racistes dans les titres des œuvres, faisant fi du droit au respect de l'intégrité de l'œuvre.

Des ennemis intérieurs ?

Il est aisé de se battre la coule aux refrains des repentances, mais le courage politique est le seul vrai courage. Il est celui qui lutte contre le sens de l'histoire et la tentation de la table rase. Grâce au livre de Douglas Murray nous connaissons notre ennemi, mais aussi l'antidote : transmettre. Il est urgent d'apprendre l'histoire, la grandeur, et la beauté de nos civilisations européennes – la France en particulier –. Il est grand temps de retrouver la fierté de ce qu'elle a su apporter au monde ; on ne se bat que pour ce que l'on aime.

Ces 400 pages d'enquête approfondie sur un phénomène qui a sa source aux États-Unis et gangrène toutes les sociétés occidentales, met en lumière « *comment pour eux notre civilisation judéo-chrétienne est fondamentalement mauvaise* ». Pour ceux qui croient que cette mouvance est un danger pour nos sociétés, sa lecture est nécessaire, il faut connaître son ennemi pour mener le combat des idées ; pour ceux qui sous-estiment ce danger et n'y voient qu'une mode passagère, ce livre est d'autant plus nécessaire pour mener le bon combat.

C. V.

Un nouveau protectionnisme pour préserver le bien commun

Démondialisation. Crise sanitaire, difficultés d'approvisionnement, hausse des prix : tout semble démontrer que l'État n'a plus la capacité de protéger ses citoyens, confrontés à des dérèglements touchant leur vie la plus quotidienne. La remise en question du libre-échange semble plus qu'indispensable, tandis que le protectionnisme, avec comme axe la relocalisation de certaines activités économiques, devient vital.

Marchandisation à outrance, excès délirants de la mondialisation, destruction de la biodiversité, menaces sur notre santé : le moins que l'on puisse dire c'est que la mondialisation est loin d'être heureuse. « *Le temps de la démondialisation* » du professeur de finance Guillaume Vuillemey (HEC Paris) interroge la mondialisation et son coût caché énorme. Il en démonte le ressort principal : la maximisation des intérêts privés plutôt que le bien commun, alimentée par des entreprises mondialisées, affranchies de certaines responsabilités notamment sociales.

Pour sonder ces problèmes, l'auteur a analysé le fret maritime, emblème même de la globalisation des échanges commerciaux, avec ses milliers de porte-conteneurs.

Il part du constat que les échanges échappent désormais aux territoires, qu'ils se font hors-sol et donc hors du contrôle du pouvoir politique et de la réglementation. En clair, la mondialisation a permis à des entreprises de n'avoir de comptes à rendre à personne, comme cela se constate avec le fret maritime avec ses pavillons de complaisance et sa fiscalité minimale. Auparavant, les échanges commerciaux se faisaient par voies terrestres, avec des entités politiques (États, villes, etc.) qui pouvaient appliquer sur leur territoire leur droit, leurs règles, permettant une politique d'intérêt commun. *A contrario*, l'ouverture des voies maritimes a été l'occasion pour les acteurs économiques de

s'affranchir de ces considérations, pour ne faire triompher que des intérêts privés et déterritorialiser leurs activités.

« Un protectionnisme social et environnemental est devenu nécessaire »

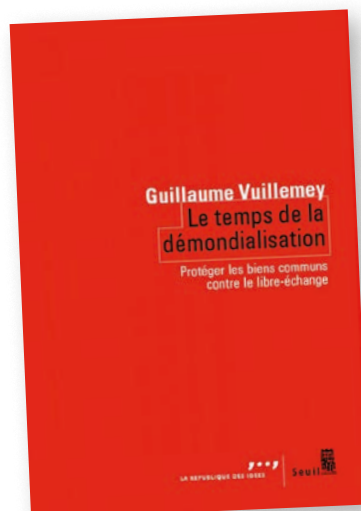
On passera sur une critique du populisme qui se renforcerait sous les coups des dérèglements mondialistes, pour approfondir les propositions sur un nouveau protectionnisme, qui se baserait notamment sur une relocalisation des entreprises, permettant de repenser une communauté locale, en articulant communauté politique et territoire, de "protéger ce qui est collectivement cher", de définir une nouvelle souveraineté économique.

Bien trop souvent, le terme de protectionnisme est balayé avec mépris ou inquiétude. Éviter une régulation et une taxation trop forte, tout en permettant une intervention publique contrecarrant les nuisances du libre-échange : « *Il ne s'agit pas de choisir entre un libre-échange absolu et un protectionnisme fermant les frontières à tout mouvement. Néanmoins, dès lors qu'il y a des intérêts communs à préserver dans un monde ouvert, il est très peu probable que le libre-échange inconditionnel soit optimal. Une certaine dose de protectionnisme peut donc être justifiée, ainsi que le contrôle des mouvements de biens et de capitaux* ». Les propositions de cet ouvrage solide méritent largement que nous réfléchissions aux pistes qu'il propose.

L.H

Le livre

«Le temps de la démondialisation. Protéger les biens communs contre le libre-échange», de Guillaume Vuillemey, Ed. Seuil, 112 pages, 11,80 euros.





IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE

PROTÉGER
NOTRE IDENTITÉ